Citoyen du monde à Montrouge

numéro 19 Avril 2005

Merci M. Bolkestein

M. Bolkestein, qui fut de 1996 à 1999, président de l'Internationale libérale (mais oui ! cela existe !), ne se doutait pas que sa **directive sur les services** allait servir de révélateur et de repoussoir pour le projet de traité constitutionnel.
Autoriser n'importe quelle entreprise établie dans un pays membre à vendre ses services dans tout autre pays de l'Union sans avoir à se conformer aux législations sociale, fiscale ou environnementale plus exigeante du pays où elle entend dispenser son savoir-faire, n'était-ce pas la mise en oeuvre directe de la libre circulation des services, inscrite dans le traité de Rome, reprise dans le traité constitutionnel, et qui fait partie intégrante de la stratégie de Lisbonne ? M. Bolkestein a beau jeu d'observer que la France n'avait pas manifesté la moindre réticence, pas plus que les commissaires français de l'époque, Michel Barnier, UMP, et Pascal Lamy, « socialiste ».
D'ailleurs, malgré les rodomontades de notre président, Jacques Chirac, qui a cru pouvoir annoncer le « retrait » de cette directive, approuvé en cela par François Hollande, **la directive n'est pas retirée.** Le premier ministre luxembourgeois, qui assure la présidence tournante de l'Union, l'a dit clairement : « si nous retirions la directive, nous donnerions l'impression que la libéralisation des services a disparu de l'agenda européen ». Et le président de la Commission, M. Barroso confirme : « si nous devons mettre en place un marché unique des services, il se construira principalement sur le principe du pays d'origine. »
Mieux, **une autre directive, sur les services portuaires**, celle-là, qui va être votée au Parlement en septembre, et dont on ne parle pas, applique la philosophie du pays d'origine aux salariés des ports. Elle autorise les pavillons de complaisance, comme ceux de Malte et Chypre, à devenir la norme sociale de l'Union à 25. Les dockers français, belges, espagnols et hollandais ont en vain tenté de s'y opposer. *(Politis, 7 avril).*

En face de cette dérive libérale de l'Europe, qui saute aux yeux d'un nombre de plus en plus important de citoyens, **les arguments avancés par les partisans du « oui » tombent à plat.**

Voter contre le traité constitutionnel, ce serait voter contre l'Europe : cet argument a fait long feu. Dans leur grande majorité, les partisans du « non » sont aussi des partisans de l'Europe, mais d'une Europe qui fasse passer les impératifs de la solidarité devant ceux de la concurrence.

Tout ce que vous reprochez à cette constitution, c'était déjà dans les traités antérieurs : mais ce n'est pas une raison pour les accepter maintenant. On nous donne la parole, profitons-en ! (dans les pays, les plus nombreux, où la ratification n'est pas soumise à referendum, la frustration grandit). Nul doute que si le oui l'emportait, les réticences aujourd'hui exprimées sur la directive Bolkestein seraient vite oubliées !

Si le « non » l'emporte, on en restera au « calamiteux » traité de Nice, on ne parviendra pas à obtenir un meilleur traité par la négociation : la probabilité pour la Constitution d'être un jour adoptée est inférieure à 34 %, selon une étude de la banque d'affaires Morgan Stanley *(Le Monde, 1er avril).* Il faudrait que le oui l'emporte dans tous les pays où il sera soumis à referendum : après la France, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Danemark, la Pologne, la République tchèque, l'Irlande, la Grande-Bretagne et le Portugal. Même si le « oui » l'emportait en France, la probabilité qu'elle franchisse tous ces obstacles n'est que de 49 %.
Le « calamiteux » traité de Nice a été salué en son temps comme un grand pas en avant !…
Et surtout, **les situations ne sont pas figées**. Le vote « non » peut créer une **dynamique**. Les partisans de la gauche parlementaire sont à 60% favorables au « non ». Alors que pour les élections européennes de juin 2004, le débat avait été complètement escamoté, et qu'on avait enregistré un taux d'abstention record, on note pour ce referendum un intérêt grandissant des citoyens, qui cherchent à s'informer, et qui perçoivent de plus en plus clairement les enjeux. **Un courant d'opinion européen s'esquisse**. Déjà à Bruxelles, plus de 70 000 personnes se sont retrouvées le 19 mars pour une « Europe sociale, solidaire, égalitaire et pacifique ». Parmi les manifestants syndicaux et associatifs venus d'une vingtaine de pays, plus de 3000 membres d'ATTAC France et des autres pays d'Europe ont défilé sous la bannière commune « pour l'Europe sociale : non à la Constitution européenne ».

Ensemble, nous avons l'occasion d'entraîner vers une autre conception de l'Europe : saisissons-là.

Si, bien involontairement, vous avez attiré l'attention sur les dangers de l'ultralibéralisme, merci, M. Bolkestein !

Bonnes nouvelles

La Chine n'a plus besoin de l'aide alimentaire étrangère. Une dernière livraison de blé a été assurée le 9 avril. La Chine (1, 3 milliard d'habitants) est devenue le premier producteur mondial de céréales (avec près de 400 millions de tonnes de céréales), devant les Etats-Unis (298 M T en 2002). D'assisté, il devient donateur : Pékin a donné 1 million de dollars pour aider les pays touchés par le tsunami de décembre 2004. Cependant, la Chine est devenue le premier importateur de blé du monde (8 millions de tonnes en 2004). Et, selon Lester Brown (Earth Policy Institute) : « l'agriculture chinoise est confrontée à deux problèmes majeurs : d'une part, la conversion très rapide de terres arables en surfaces urbanisées. D'autre part, la baisse des nappes phréatiques, qui réduit les ressources d'eau d'irrigation dans le Nord ». *(Le Monde, 9 avril).*

Un nouveau **traitement contre le paludisme** (qui tue dans le monde 1 à 2 millions de personnes dans le monde chaque année), efficace, simple et bon marché, devrait être disponible dès 2006. Libre de brevet, il pourra être immédiatement copié dans les pays du tiers-monde. Cette avancée est la première concrétisation d'un partenariat entre la fondation Médicaments pour les maladies négligées, créée à l'initiative de Médecins sans frontières, et le laboratoire pharmaceutique Aventis. *(Le Monde, 10-11 avril).*

La convention internationale pour la **lutte anti-tabac**, votée par l'Assemblée mondiale de la santé il y a deux ans, vient d'entrer en vigueur le 27 février, à la suite de sa ratification par 57 Etats. Elle prévoit d'interdire la vente aux mineurs ou par les mineurs, d'augmenter les prix, de limiter la publicité et de lutter contre la contrebande.
Espérons que cela va contrecarrer les plans des multinationales du tabac , qui cherchent à encourager la consommation au Sud. 80 % des 1,3 milliards de fumeurs dans le monde vivent désormais dans les pays du Sud ; si rien ne change, selon l'organisation mondiale pour la santé, le tabac sera responsable de 10 millions de morts chaque année d'ici à 15 ans. *(Alternatives économiques, avril).*

Justice et Mémoire

Au Maroc, à l'initiative du roi Mohammed VI, l'instance « équité et réconciliation » recense les violations des droits de l'homme commises dans le royaume depuis l'indépendance, jusqu'à 1999 (l'avènement de Mohammed VI), afin d'offrir une réparation aux victimes, et d'élaborer des recommandations pour éviter la répétition du passé. C'est une première dans le monde arabo-musulman. L'association marocaine des droits de l'homme s'en réjouit, mais dénonce une nouvelle série de violations graves au Maroc depuis les attentats suicides de Casablanca de mai 2003. *(Le Monde, 13 avril).*

L'ONU saisit la Cour pénale internationale des crimes du **Darfour**. Pour les organisations de défense des droits de l'homme, qui réclamaient une telle mesure depuis plus d'un an, c'est une « étape historique » dans l'affirmation de la Cour internationale, qui voit ainsi sa légitimité puissamment renforcée. *(Le Monde, 2 avril).*

Le Japon réécrit l'histoire : la révision des manuels scolaires d'histoire destinés aux lycéens japonais scandalise Chinois et Coréens. Le massacre de la population civile à Nankin en 1937 y est qualifié d' « incident » ; l'épisode peu glorieux des « femmes de réconfort », ces 200 000 Asiatiques contraintes à se prostituer dans les bordels de l'armée impériale, n'est plus mentionné. Des manifestations contre le Japon sont organisées en Chine.
En arrière fond, les tensions sont motivées par des différends territoriaux entre le Japon, la Corée et la Chine, sur la mer de Chine orientale, dont le sous-sol est riche en pétrole et gaz.
Et dans ce contexte, la France voudrait vendre des armes à la Chine (*les affaires sont les affaires*…), et fait pression sur l'Union européenne pour que celle-ci mette fin à l'embargo décidé à la suite de la répression du « printemps de Pékin » en 1989. Les Etats-Unis s'y opposent, et menacent de mesures de rétorsion commerciale. *(Le Monde, 7 et 12 avril ; voir aussi le n° 8 de cette Lettre).*

La fin du pétrole

Pétrole et géopolitique : alors que leurs besoins énergétiques ne cessent d'augmenter, la Chine et l'Inde (qui à eux deux constituent le tiers de la population mondiale) décident de coopérer pour des explorations de pétrole et de gaz naturel dans des pays tiers. Déjà en janvier, l'Inde a annoncé avoir acquis 20% des parts du plus grand champ pétrolifère iranien qui est possédé à 50% par la compagnie chinoise Sinopec.
La Chine et l'Inde ont par ailleurs décidé de mettre un terme à leur contentieux frontalier. *(Le Monde, 13 avril).*

Les néoconservateurs américains s'intéressent de près à la mer Noire. L'un d'eux, Bruce Jackson, explique : « si l'UER importe actuellement environ 50 % de son énergie, vers 2020, l'importation de celle-ci couvrira 70 % de ses besoins. Cette augmentation ne pourra se faire qu'à travers la mer Noire. La perspective de démocratiser la région de la mer Noire sera substantiellement renforcée par l'intégration de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne. » Les Etats-Unis viennent d'annoncer l'installation de quatre bases militaires américaines sur le littéral roumain de la mer Noire. *(Le Monde, 5 avril ; voir aussi le n°18 de cette Lettre).*

Pétrole et spoliation : Au Bachkortostan, République appartenant à la Fédération de Russie, la révolte gronde contre le président Rakhimov, ancien patron d'un groupe pétrochimique, accusé d'avoir fait main basse, avec son clan familial, sur les richesses pétrolières de la région, et de maintenir la population dans la pauvreté. *(Le Monde, 10-11 avril).*

Algérie : l'Algérie libéralise le secteur du gaz et du pétrole, jusqu'à présent exclusivement gérés par une société nationale , la Sonatrach. Désormais, les sociétés étrangères pourront détenir 100 % d'un gisement. *(Le Monde, 23 mars).*

Pétrole et catastrophe écologique programmée : le Sénat américain a donné son accord pour autoriser les forages pétroliers en Alaska, dans une zone jusque là protégée (Artic National Wildlife Refuge) *(Le Monde, 18 mars).*

Pétrole et profits : 65 milliards d'euros, c'est le profit cumulé en 2004 par les 5 plus gros groupes pétroliers du mondes (dont 20 pour Exxon –marque Esso- et 9 pour Total, qui n'a remboursé que 10 % des dommages causés par la marée noire de l'Erika…) *(Politis, 24 février).*

Pétrole et mafia : le géant pétrolier russe Ioukos est soupçonné d'être au cœur d'un scandale de blanchiment d'argent sale dans le sud de l'Espagne. *(Le Monde, 17 mars).*

Economiser le pétrole : l'Agence internationale de l'énergie (AIE) appelle instamment à économiser le pétrole : réduction de la vitesse à 90 km/h sur autoroute, raccourcissement de la semaine de travail, incitation au télétravail pour limiter les déplacements professionnels, baisse des tarifs ou gratuité des transports publics. *(Le Monde, 3-4 avril).*
Au Brésil, l'éthanol (produit à partir de canne à sucre) représente déjà 25 % de la consommation d'énergie. Cette nouvelle industrie devrait créer un million d'emplois en 2005. *(Le Monde, 19 mars). Intéressant, mais il ne faut pas oublier que les terres mobilisées pour les biocarburants ne sont plus disponibles pour l'alimentation.*

Changement climatique

Les glaciers himalayens, réservoirs de l'Asie, menacés d'assèchement. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) tire la sonnette d'alarme. Le massif himalayen voit fondre ses glaciers, sous l'effet du réchauffement. Les glaciers de l'Himalaya , qui couvrent 33 000 km2, alimentent 7 des principaux fleuves d'Asie. Les 8,6 millions de m3 qui coulent chaque année des sommets fournissent en eau douce des millions de personnes. La fonte accélérée des glaciers pourrait signifier pour elles plus d'inondations dans un premier temps – quelques décennies- avant qu'une pénurie s'ensuive. En Chine, les bassins du Yangzi et du fleuve Jaune connaissent une diminution des surfaces des zones humides et des lacs. La désertification progresse. Le Fleuve Jaune n'a pas pu rejoindre la mer pendant 226 jours en 1997, année record. *(Le Monde, 23 mars).*

Les neiges du Kilimandjaro ne seront bientôt plus qu'un souvenir : la comparaison des photos prises en 1976 et en 2000 par le satellite Landsat *(Le Monde, 20-21 mars)* en témoigne de manière frappante.

Le péril climatique provoque un regain d'intérêt pour **l'énergie nucléaire** (« qui n'a pratiquement pas d'émission de CO2 » *Mais quid des déchets, quid du caractère limité des réserves d'uranium ? Areva s'est lancée dans une importante campagne de publicité, où ces questions qui fâchent sont soigneusement gommées*). La Chine multipliera par six sa production à l'horizon 2020, ce qui ne représentera encore que 4% de sa production totale ; l'Inde décuplera sa production d'ici 2022. La conférence internationale sur l' « énergie nucléaire pour le XXIème siècle », réunie à Paris les 21 et 22 mars, a été marquée par une manifestation de Greenpeace qui dénonce les politiques et les industriels qui « favorisent directement la prolifération ». L'agence internationale de l'énergie atomique prévoit pour 2020 une production de 427 Gw. *(Le Monde, 23 mars).*

Monde

Jean-Paul II : *il fallait prêter l'oreille pour entendre quelques voix discordantes dans les concerts de lamentations et de louanges qui ont envahi les médias, y compris sur la télévision du service public (et jusqu'à la République française « laïque », qui a mis les drapeaux en berne !).*
Ce pape aura eu le mérite, reconnu par tous, de mettre fin à 2000 ans de condamnation par l'Eglise catholique du peuple juif considéré comme « déicide » (au motif que ce sont des Juifs qui ont livré Jésus-Christ à Ponce-Pilate), et à demander pardon pour l'attitude pour le moins ambiguë de l'Eglise face à la Shoah. Il se sera aussi opposé, hélas en vain, à « la guerre, qui est le moyen le plus barbare et le plus inefficace pour résoudre les conflits ». Il aura enfin dénoncé la mondialisation libérale, « où l'économie devient un absolu, où la production et la consommation de marchandises deviennent la seule valeur de la société ».
Mais il a réduit au silence ou écarté ceux qui, en Amérique latine notamment, s'étaient engagés dans la voie de « l'option préférentielle pour les plus pauvres » affirmée par le concile Vatican II. « Sous son pontificat, l'Eglise catholique s'est transformée en un bastion du conservatisme religieux et de l'autoritarisme politique », écrit Leonardo Boff, théologien de la libération, sanctionné par le Vatican. Jean-Paul II a été jusqu'à canoniser José Maria Escriva de Balaguer, fondateur de l'Opus Dei, ami de Franco, admirateur de Pinochet… !
Et, comme l'a dit André Santini, « il n' a rien compris au préservatif : il l'a mis à l'index ». Allant jusqu'à proclamer, en Ouganda, que « la chasteté est l'unique façon sûre et vertueuse de mettre fin à la tragique plaie du sida », il porte ainsi une part de responsabilité dans l'explosion de l'épidémie en Afrique… *(Politis, 7 avril)*

Un écrivain chilien, Ariel Dorfman, raconte. En 1987, à Santiago, Jean-Paul II, après s'être fait photographier au balcon présidentiel à côté du dictateur Pinochet, rencontre, dans le stade national, 100 000 jeunes Chiliens. – Renoncez-vous au démon de l'avarice et de la cupidité ? demande le pape – oui, répond la foule. – Renoncez-vous aux démons de la violence ? – oui, répondent encore les jeunes. – Renoncez-vous aux démons du sexe ? « Il n'y eut aucune hésitation dans les organes génitaux et les cœurs de ces 100 000 corps, aucune hésitation dans 100 000 gorges qui répondirent : «non » ! » *(Le Monde, 6 avril)*

Banque mondiale : les Etats-Unis imposent Paul Wolfowitz (proche des milieux pétroliers, architecte de la guerre en Irak) à la tête de la Banque mondiale (dont la mission est de consentir des prêts pour aider les pays les plus pauvres à se développer) . *Cet ultralibéral a, par exemple, comme ambassadeur des Etats-Unis en Indonésie en 1988, soutenu la déréglementation de ce pays imposée par la Banque mondiale et le FMI… déréglementation qui a débouché en 1997 sur l'effondrement de la monnaie, l'explosion du chômage et de la dette.* Les Européens s' accommodent sans état d'âme de cette nomination, espérant en retour le soutien américain pour que Pascal Lamy soit nommé à la tête de l'OMC. Paul Wolfowitz est soupçonné de vouloir mettre les 20 milliards de prêts annuels de la Banque mondiale au seul service des intérêts privés américains. *(Alternatives économiques, avril). Quant à Pascal Lamy, « socialiste », qui, quand il était commissaire européen, n'avait rien trouvé à redire à la Directive Bolkestein, après avoir été directeur de cabinet de Jacques Delors, alors président de la Commission européenne ,il passa au Crédit Lyonnais (où comme directeur général, il prépara la privatisation de la banque, et les licenciements massif qui l'accompagnèrent) et en même temps à la commission Prospective du … CNPF (!).*
Comme l'indique l'auteur de l'article, cette nomination illustre l'urgente nécessité de promouvoir un processus de sélection sérieux et transparent *(et j'ajouterais démocratique)* des dirigeants du FMI et de la Banque mondiale.

Drogue : la politique antidrogue de l'administration Bush est dans l'impasse. En Bolivie, le chef d'une fédération de producteurs de coca, Evo Morales, est désormais à la tête d'une des forces politiques les plus importantes du pays et a des chances de devenir président de la République. En Colombie, la coca, arrivée seulement dans les années 1980, est l'un des éléments centraux du conflit intérieur, qui, avec 22 000 victimes en 2004, reste un des plus meurtriers du monde.
Les expériences tentées en Hollande, en Suisse et dans plus de 30 villes européennes, qui consistent à traiter le problème de la consommation de drogue sous l'angle non plus seulement de la criminalité mais aussi de la santé publique, contribuent clairement à faire baisser la demande. La France et l'Union européenne devraient s'en inspirer. *(Le Monde, 8 avril).*

Les paradis fiscaux ont de beaux jours devant eux : « les restrictions tant aux mouvements de capitaux qu'aux paiements entre les Etats membres et entre les Etats membres et les pays tiers sont interdits » (article III-156 du projet de constitution européenne). Cette

disposition condamne toute politique européenne collective contre les paradis fiscaux. L'accord sur la fiscalité de l'épargne du 21 janvier 2003, à Bruxelles, prévoit, quant à lui, que les membres de l'Union européenne échangeront automatiquement entre eux des renseignements fiscaux… à l'exception toutefois de l'Autriche, de la Belgique et du Luxembourg, dont le secret bancaire restera inviolable aussi longtemps qu'il le sera en Suisse, au Liechtenstein, à Monaco et en Andorre. Pour un coût réel annuel inférieur à 1% du montant de la fraude, la Suisse, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche garantissent au fraudeur français l'impunité à vie. *(Alternatives économiques, avril).*

Après le tsunami : contrairement à ce qui avait été évoqué dans le mouvement d'émotion qui a suivi le cataclysme, la dette des pays touchés n'a pas été allégée. Ce qu'a décidé le Club de Paris (instance informelle rassemblant les 19 pays industrialisés créanciers les plus riches), c'est que seuls l'Indonésie et le Sri-Lanka bénéficieront d'un « moratoire » sur le remboursement de leur dette jusqu'au 31 décembre 2005. Pour le Collectif pour l'abolition de la dette du tiers-monde, il s'agit d'une « décision scandaleuse », car les deux pays devront payer des intérêts de retard !
Les Etats ont payé l'argent promis. Mais n'ont rien versé, en revanche, pour la plupart des urgences humanitaires africaines, telles que le Soudan, le Tchad ou la Côte d'Ivoire.
Les pays touchés doivent faire face à la contamination des sols (parfois même, comme en Somalie, par des substances chimiques ou radioactives). 700 000 personnes déplacées en Indonésie, 150 000 au Sri Lanka, vivent encore dans des conditions sanitaires précaires. *(Politis, 24 mars)*

Inde : Renault fabriquera en Inde 50 000 Logan par an à partir de 2007. L'Inde a plus de 1 milliard d'habitants, et une croissance économique de plus de 8%. *(Le Monde, 23 mars).*

Russie : l'Union européenne « s'engage fortement pour que la Russie puisse intégrer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avant 2006 », a déclaré le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson. *(Le Monde, 23 mars).*

Kirghizstan : une « révolution » a provoqué la fuite en Russie du président Askar Akaev, qui possédait, avec sa famille, la plupart des entreprises du pays. *(Le monde, 31 mars).*

Israël : en violation du plan de paix soutenu par la communauté internationale, la colonisation avance à grands pas en Cisjordanie occupée. Ariel Sharon a autorisé 3500 nouveaux logements dans la colonie de Maalé Adoumim, à 10 km de Jérusalem. *(Le Monde, 23 mars).* La colonie d'Ariel est construite à 22 km à l'intérieur d'un territoire large de 6 km, et elle mobilise au profit des colons la principale nappe aquifère ce la région . *(Politis, 31 mars).*

Irak : finalement, c'est le dirigeant kurde laïc Jalal Talabani qui accède à la présidence de la République d'Irak, entouré de deux vice-présidents, un chiite et un sunnite, et un islamiste modéré chiite qui devient premier ministre. Kurdes et arabes renvoient à décembre la dispute sur Kirkouk et son pétrole. *(Le Monde, 8 avril).*

Union Européenne

Grande-Bretagne : 4,6 % de chômage seulement (à comparer aux 10 % en France) : comment fait-elle ? *Alternatives économiques (avril) répond :* croissance des services publics (45 % des 861 000 emplois créés depuis 1997 relèvent du secteur public) ; et démographie : le nombre de candidats à l'emploi a grossi de 12 % en France, contre 6 % au Royaume-Uni.

Danemark : 5,3% de chômage ; 20 % de chômage de longue durée (contre 38 % en France) ; une forte mobilité (un travailleur sur trois change d'emploi chaque année). Quelle recette ? *Alternatives économiques (avril) répond :* le système d'indemnisation et d'aide à la recherche d'un emploi est bien accepté parce qu' il est cogéré par les syndicats, garants de la qualité des propositions faites, et parce que les allocations chômage sont généreuses (90% du salaire antérieur pendant 4 ans, plafonnés à 1800 € par mois).
En outre, l'emploi public représente un tiers de l'emploi total (contre un quart chez nous) ; le salaire minimum est élevé (plus de 1400 € par mois).

Dumping fiscal : à son tour, l'Allemagne baisse les impôts sur les entreprises (de 38,3 % à 32 %). Elle suit l'exemple de l'Irlande (12,5%), de la Hongrie (16%), de la Slovaquie et de la Pologne (19%). L'Estonie propose un taux zéro pour les bénéfices réinvestis sur place, et a introduit en 1994 un taux d'intérêt identique (26 %) pour les revenus des entreprises et des particuliers. La Slovaquie a adopté un taux unique d'imposition de 19% sur les revenus des particuliers et des entreprises. *(Le Monde, 24 mars).*

France

Chômage et précarité: « entre chômage, sous-emploi, précarité financière des travailleurs pauvres, c'est très vraisemblablement entre le quart et le tiers de la population , soit 15 à 20 millions de personnes – 7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires – qui, pour une raison ou pour une autre, ont, de façon durable, des conditions de vie marquées par l'extrême difficulté », *écrit Jacques Rigaudiat, revue Droit social, mars 2005, cité par Le Monde, 7 avril, qui commente, sous la signature de Laurent Mauduit :* cette étude fait craindre d'autres 21 avril, comme celui dont Jean-Marie Le Pen a profité au premier tour de la dernière élection présidentielle, d'autres explosions de colère dans ce monde du salariat de plus en plus paupérisé, qui a vu la fracture sociale s'agrandir à ses dépens, notamment dans le cas des plus jeunes, malgré les promesses chiraquiennes de1995. Mais elle éclaire également les raisons profondes du 21 avril originel, celui de 2002, que la gauche a toujours tant de mal à regarder en face.
Mais quelques uns (les plus méritants ?) ne s'en tirent pas trop mal. Par exemple, Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel, touchera une rémunération globale de 2,8 millions d'euros en 2005.Et M. Fourtou (PDG de Vivendi Universal), 3,4 millions d'euros.*(Le Monde 1er et 3-4 avril).*
Et les 40 premiers groupes français ont réalisé 60,9 milliards d'euros de bénéfices *(Le Monde, 19 mars).*

Transports : ouverture d'une liaison Toulon-Rome de transports de camions par mer. Par rapport à la route, le trajet dure 7 heures de moins et le coût est divisé par deux. Les armateurs espèrent transporter 18 000 camions par an. *(Le Monde, 13 avril).*

Projet du PS : contrairement à ce que disait le dernier numéro de cette Lettre, le diagnostic sur la France de 2005 élaboré par le PS (dans le cadre de la définition d'un projet pour 2007) évoque l'épuisement prévisible des ressources de combustible fossile. Celui-ci, conjugué à l'explosion démographique, « entraîne un choc énergétique qui met directement en cause le mode de développement industriel dominant. La croissance économique pour elle-même apparaît comme insoutenable. » *(Le Monde, 20-21 mars). Attendons*

maintenant les propositions qui en découlent. Le projet du PS, par ailleurs, ne comporte malheureusement pas d'analyse sur l'échec du 21 avril 2002.

Prisons : Le contexte international de concurrence se fait sentir jusque dans les prisons, rendant de plus en plus incertaine leur mission de réinsertion. Les entreprises clientes délocalisent certaines productions en Europe de l'Est ou en Asie. De ce fait, le taux d'activité des détenus est passé de 47,6 % en 2001 à 33,5% en 2004. Chaque détenu touchait en moyenne 4 € par jour il y a 5 ans, contre 1,6 € aujourd'hui. Or, il faut 200 € par mois pour vivre en prison (selon une estimation publiée en 2002 dans un rapport du sénateur Paul Loridant), car tout s'y paie, de la télévision (40 € par mois) aux timbres pour correspondre avec son avocat ou sa famille. L'administration pénitentiaire dispose de moyens insuffisants pour assurer la formation des 59 200 prévenus. *(Le Monde, 10-11 avril).*

Déchets : chaque Français produit 450 kg d'ordures en moyenne par an, soit trois fois plus qu'il y a vingt ans. La France se fait régulièrement épingler par les autorités européennes, pour manquement aux normes environnementales (par exemple, 8 434 décharges sont non conformes). Le tri lui même entraîne une multiplication des transports de déchets, presque exclusivement par la route. Si bien que les réductions de gaz à effet de serre permises par la réutilisation des matériaux triés ne compensent pas celles dégagées lors de leur transport ! Sommet de l'absurde: les papiers-cartons et plastiques triés dans les DOM-TOM doivent être amenés en métropole pour être recyclés !
La grande distribution et le marketing alimentaire multiplient les emballages. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) dénonce l'usage effréné des sacs plastiques ». Le Centre national d'information indépendante sur les déchets (www.cniid.org) lutte contre les emballages jetables. *(alternatives économiques, avril).*

Paris

Jean Tibéri a été mis en examen, le 21 mars, pour « manœuvres frauduleuses de nature à fausser la sincérité du scrutin ». Selon les enquêteurs chargés de l'affaire des **faux électeurs** du Vème arrondissement, « l'une des conditions à l'obtention d'un logement social sur intervention était l'inscription sur les listes électorales du Vème. » *(Le Monde, 23 mars).*

Financement du RPR : l 'UMP va rembourser 890 000 euros, correspondant aux salaires de permanents du parti gaulliste, frauduleusement versés sous la mandature de Jacques Chirac par la Ville de Paris. *(Le Monde, 8 avril).*

La **RATP** affiche pour 2004 un trafic en hausse de 6,3% (2,78 milliards de voyages).

Montrouge : Que va-t-il advenir du site de Schlumberger, qui comporte un parc paysager de 4 ha ? C'est l'une des questions que se pose la nouvelle association **Particip'actif**, mouvement citoyen de démocratie locale, qui vise à faire participer les habitants aux décisions qui se rapportent à leur cadre de vie. Le questionnaire élaboré par Particip'actif a connu un beau succès. Pour se le procurer, et prendre connaissance des premiers résultats, pour prendre contact avec l'association : participactif@laposte.net , 06 17 58 47 02.

Un « appel pour un **NON** progressiste, démocratique et citoyen **au projet de traité constitutionnel** » a été lancé à Montrouge. La liste des premiers signataires comporte des citoyens « sans étiquette », des adhérents d'ATTAC, du PCF, du PS, de la LCR, du SNES, de la CGT, du mouvement associatif. Pour se procurer le texte de l'appel, pour lui donner son soutien, pour connaître les actions menées, pour avoir de l'information sur le projet de traité constitutionnel : collectif-montrougien-pour-le-non@wanadoo.fr ; une réunion publique sera organisée le mardi 10 mai à Montrouge.

Articles à lire sur *www.montbouge.net* (notamment) : deux passionnantes interviews, l'une de Jacques Depauw qui nous fait découvrir l'église de Montrouge, et l'autre de Bernard Retenauer, représentant des parents d'élèves (FCPE) à la commission sur la restauration scolaire à Montrouge.

Courrier des lecteurs : de NM (qui commente Citoyen du monde à Montrouge): « Je trouve en fait que c'est trop politique, je ne m'intéresse qu'un peu à la politique, et j'aurais aimé avoir des informations plus diverses, avec un ton plus divers. Ou sans prise d'opinion, ou avec des prises d'opinion contraires mises en miroir. C'est un peu répétitif comme thèmes. Cela se sent que c'est écrit par une seule et unique personne, tous les commentaires sont donc assez prévisibles.
C'est aussi assez long, et il n'y a jamais de dessins, cartes, etc ... qui fait que c'est long à lire et cela nécessite un effort. C'est toujours très sérieux. Cela m'aurait amusé de voir également des résultats sportifs, avec les commentaires de sportifs, le programme de la télé, etc ...
Je reçois 30 mails par jour, je n'ai pas le temps de le lire.
Mais je ne voudrais surtout pas vous décourager, je pense que c'est une bonne initiative, mais qui mériterait d'être étoffée en vous associant à d'autres personnes qui ont des centres d'intérêts radicalement différents (ex : la moto, l'ornithologie, la couture, voir même le développement du monde par le libre échangisme, les soins aux bébés, la littérature russe, la peinture, le boudhisme, etc ...) » . *Avis des autres lecteurs ?*
De JM : « à voir:"la blessure" film de Nicolas Koltz(2 h40): parcours de demandeurs d'asile africains entre la zone de retention de Roissy(révoltant)et un squat parisien.
le tout donne un film magnifique qui vaut la peine.
Qui a parlé de la France "terre d'asile"? mardi 12 avril après la séance de 20h15 débat en présence du réalisateur.'7 parnassiens salle 2 »
De PM, qui répond à la question posée dans le dernier numéro, sur le réseau de santé des Hauts-de-Seine : « il s'agit du réseau "Ressource" dont le siège se trouve au sein de l'hôpital Béclère à Clamart et auquel je collabore : ressource.RVH@wanadoo.fr

---

ATTAC- Montrouge vous invite à une réunion publique

le **jeudi 21 avril, à 20H30**,

sur le thème **« le commerce équitable »**,

au restaurant **La Joconde, 6, rue Théophile Gautier (Montrouge)** ,

avec un représentant de Biocoop, et un représentant de l'association Minga.

Sur le site http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, …).
Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à ***jean-paul.alletru@wanadoo.fr***. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.